

L'élection présidentielle : les prétendants

Par Rachid Tlemçani

L'alternance politique n'a jamais été aussi problématique que depuis la première hospitalisation du président de la République. Depuis cette date, les chancelleries occidentales n'ont pas cessé d'élaborer des scénarii pour tenter d'appréhender la manière dont pourrait se dénouer le puzzle algérien. La mise en branle du mouvement en faveur d'un troisième mandat (la *ouhda thalitha*) pour le président Abdelaziz Bouteflika a sans doute rendu plus illisible la situation et donc plus aléatoire toute projection scientifique recevable.

Initié par le FLN, lors de la campagne électorale de novembre 2007, ce mouvement a pris rapidement de l'ampleur en parvenant à mobiliser rapidement une certaine fraction de la société civile. Notons que la télévision algérienne et les autres médias publics n'ont pas tardé à rejoindre ce mouvement, le tapage médiatique auquel ils se sont adonnés étant présenté comme « un signe de maturité politique ». Le président de la République, qui vient de terminer sa convalescence, considère que toutes ces moubayaates sont en réalité une « manifestation de l'intérêt que notre population et la classe politique apportent à la vie politique et au devenir de notre pays ».

Ainsi, l'année 2008 continuera d'être une année d'immobilisme économique et d'incertitudes politiques. Peu de place est laissée à la critique constructive sur la situation nationale. Aucun débat contradictoire sur la gestion du pays n'a été initié par aucun groupe politique. La sphère publique se privatise au fil de la crise alors que les affaires prospèrent dans l'import-import et la tchiba devient le leitmotiv dans le discours social.

Rationalisation du champ politique

A chaque échéance électorale qui est supposée mettre en mouvement une dynamique pour l'alternance politique, le pays vit à l'heure de calculs politiques qui n'honorent guère des acteurs politiques prétendant avoir une envergure nationale ou internationale. Selon le discours officiel, l'opposition partisane est dans l'incapacité de proposer une alternative crédible au pouvoir. Pour ce dernier aussi, tout se passe comme si la majorité silencieuse des Algériens est favorable au statu quo alors que le pays est en état d'insurrection larvée.

Sans grande surprise, le taux de participation réel s'est avéré très faible lors des élections précédentes et est en deçà de tout pronostic. Cette sanction populaire ne contraint pas pour autant le pouvoir à ouvrir démocratiquement le jeu politique. On

pense que cette ouverture est un jeu à somme nulle ou une partie de poker (ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre, et réciproquement). Cette « rationalisation » du champ politique repose souvent sur des analyses superficielles et déconnectées de la réalité.

Candidats à la candidature présidentielle

A la veille de l'annonce du président de la République de sa décision de briguer un troisième mandat, une dizaine de personnalités politiques sont pressenties comme des candidats à la candidature présidentielle. Pour brouiller davantage les cartes, d'autres noms de probables successeurs seront balancés lors de l'ouverture du dépôt de candidature. Ces prétendants sont aujourd'hui : Abdelaziz Belkhadem, Ahmed Ouyahia, Boudjera Soltani, Moussa Touati, Louisa Hanoune, Said Sadi, Mouloud Hamrouche, Mokdad Sifi, Sid Ahmed Ghazali, Ahmed Benbitour, Ali Benflis et Chérif Rahmani. Ces candidats ont un point en commun : ils ne sont pas de simples « outsiders ». Ils ont occupé de hautes responsabilités, entre autres celles de chefs de gouvernement, de ministres ou de députés. Ils ont, de ce fait, une certaine responsabilité historique dans la crise actuelle, surtout pour ceux qui ont géré le pays durant des décennies entières.

Au regard des précédentes élections, aucun de ces candidats n'a été consécutif avec lui-même en faisant un bilan exhaustif de sa participation à la gestion du pays. Ils ne sont pas des candidats de rupture. Il ne faut donc pas s'attendre à un changement radical du régime de la part de ceux auxquels s'applique particulièrement l'article 157 aliéna 12 de la loi électorale qui stipule que le candidat ne avant le 1^{er} juillet 1942 doit fournir une attestation de sa participation à la Révolution algérienne. Contrairement au passé, la libération nationale n'est plus au bout du fusil mais sur le clavier de l'ordinateur.

Elections locales et scénarii

Les élections locales – qui constituent une référence pour l'élection présidentielle – furent, pour celles de novembre 2007, particulièrement singulières. En effet, c'est la première fois depuis l'avènement du pluralisme que les partis politiques n'ont pas appelé au boycott des élections. Les élites politiques se sont cette fois-ci mobilisées pour que la participation électorale soit élevée. Une raison à cela : un ancrage local pourrait être utilisé comme un faire-valoir auprès des décideurs pour les prochaines élections

présidentielles.

Les résultats officiels des dernières élections municipales et de wilaya peuvent nous permettre d'envisager trois grands scénarii pour les prochaines présidentielles. Dans le premier cas de figure, le futur président de la République est issu de la coalition présidentielle qui est composée du FLN, représentant 12%, du RND, 9,8%, et de HMS, 4,3%, soit un total de 26% des inscrits. Le président de la République issu de cette coalition gouvernera sans légitimité populaire.

Comme deuxième scénario, le président de la République est issu d'un autre rassemblement hétéroclite regroupant les partis dits d'opposition RCD-FNA-PT-FFS, représentant un total de 10,50 % des inscrits. Les luttes intestines au sein de cette coalition seront telles qu'elle ne pourra pas gouverner correctement le pays. Un tel scénario serait impensable tant que la politique n'est pas institutionnalisée.

Comme troisième scénario, on assistera à un rassemblement islamiste regroupant, le HMS, Nahda et Islah. Les intentions de vote islamiste varient entre 15 et 20% en dépit du regain de religiosité. Les luttes byzantines précéderont la fin en essayant d'instrumentaliser « l'Islam refuge ». Un Etat islamiste est imprévisible et par conséquent difficilement maîtrisable. Le conflit interne deviendrait cette fois-ci un conflit internationalisé d'une grande ampleur.

Scénarii et politique politicienne

D'autres scénarii pourraient être envisagés en cas d'élections libres et transparentes, au sens occidental de ces termes. Dans cette perspective, les candidats qui ne seront pas soutenus par un puissant parti politique n'ont pas vraiment de chance de passer l'épreuve d'un véritable parcours du combattant. On peut relever donc les noms de Mokdad Sifi, Ahmed Benbitour, Sidi-Ahmed Ghazali, Chérif Rahmani et Mouloud Hamrouche. A titre d'exemple, lors de l'élection présidentielle de 1999, Mokdad Sifi a remporté 2,24% des suffrages exprimés alors que Ali Benflis n'a pas dépassé les 6,42%, en 2004.

Parmi ces prétendants, certains auront même de sérieuses difficultés à collecter le nombre de signatures nécessaires pour faire valider leur dossier. Ces candidats sont ceux qui prônent la tenue d'élections propres et par conséquent une rupture radicale.

Chose étrange cependant, à les entendre parler, chacun d'entre eux proclame, haut et fort, qu'il sera « le futur candidat des décideurs ». Chaque candidat garde à l'esprit ce que Mouloud Hamrouche avait

déclaré en 1995 : « Je ne serai jamais candidat contre le candidat de l'armée ». Au regard des résultats de la précédente élection présidentielle, cette analyse doit être cependant davantage affinée, l'armée post-terrorisme n'étant plus une institution monolithique.

Citons parmi ces prétendants, Mouloud Hamrouche qui, s'il est soutenu par le FFS et d'autres groupes, pourra créer la surprise ; ceci en dépit du fait qu'il a obtenu seulement 3% des suffrages exprimés en 1999. On reproche à l'enfant terrible du système, selon une forte opinion médiatique, d'avoir fait une alliance avec l'islamisme politique. Mais une autre lecture conclurait qu'on n'avait pas beaucoup apprécié non pas son ouverture politique tous azimuts mais le retrait de la « fiche bleue » du dossier de tout candidat à un poste supérieur de l'Etat. Ce sésame ouvrant les portes de la caverne d'Ali Baba fut immédiatement rétabli par son successeur. Un consensus au sein du pouvoir est donc un préalable pour la réalisation de ce scénario.

Il ne reste donc que les candidats qui sont soutenus par un parti politique relativement puissant. Il s'agit notamment de Moussa Touati, Louisa Hanoune, Said Sadi, Boudjera Soltani, Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia. Parmi ces candidats, seul Said Sadi s'oppose ouvertement à la révision constitutionnelle, et par voie de conséquence à la candidature du président Bouteflika. La rupture pourrait donc venir de Said Sadi qui a comptabilisé, par ailleurs, une grande expérience électorale.

Si ces prétendants sont vraiment pour un troisième mandat, ils seront complètement laminés par le « rouleau compresseur » qui est déjà mis en place. L'enjeu fondamental de ce tohubohu ne peut être au fait que la révision constitutionnelle qui instituera, entre autres, le poste de vice-président de la République. Le futur vice-président prendra en charge, selon toute vraisemblance, l'après-Bouteflika. Il semble que le président de la République n'est pas d'accord pour un tel scénario s'il ne coopte pas lui-même son successeur.

Abdelaziz Belkhadem ou Ahmed Ouyahia sont en effet pressentis pour occuper ce nouveau poste. L'un comme l'autre ne seront pas en mesure d'amorcer la rupture politique tant attendue par les Algériens. Chacun d'eux renforcera d'une certaine manière la tendance lourde du système. Le niveau de vie continuera à chuter en dépit de l'augmentation des revenus pétroliers. Le nombre de harraga ne cessera d'augmenter dans un pays riche. Pour l'ensemble des Algériens, il n'y a pas de différence fonda-

mentale entre « un bazar islamiste » et « un bazar arc en ciel ». L'Algérie risquerait de s'enfoncer davantage dans le gouffre des incertitudes. Le scénario « catastrophe » soutenu par le lobby islamo-pétrolier risque d'être mis en branle si d'autres conditions sont réunies.

Autre cas de figure, le président de la République refuserait de briguer un troisième mandat. Il consacrerait, par exemple, le reste de sa vie à écrire ses mémoires à l'instar des grands hommes de notre temps. Quelle crédibilité faudrait-il alors accorder à cette classe politique qui n'avait aucun scrupule à aller jusqu'à retoucher la loi fondamentale du pays.

La lutte anti-terroriste a traversé en effet toutes les institutions du pays, y compris l'institution militaire. La participation à cette lutte est appréciée diversement dans les départements des forces sécuritaires. La légitimité historique, écartée en réprimant « le chahut de gamins » en 1988, est redevenue aujourd'hui opérante. Cette lutte a permis à la deuxième génération, qui a payé un prix fort, de conquérir de facto une autre forme de légitimité. Au nom de cette source de pouvoir, les décideurs pourraient, comme par le passé, coopter « l'homme providence » de l'après-Bouteflika. Dans ce cas de figure, ils pourraient tout simplement introniser un candidat qui n'est pas connu de l'opinion publique, comme ce fut le cas en 1979 et en 1995. Les réunions successives des principaux généraux ainsi que des chefs des régions militaires, avaient pour objectif, semble-t-il, de sceller un nouveau consensus sur cette question qui est devenue aujourd'hui beaucoup plus complexe qu'hier. Mais même ce scénario-statu quo aggraverait, comme les autres, la précarité des équilibres au sein du pouvoir.

Toutefois, un courant au sein de la nouvelle garde, formée dans les grandes écoles occidentales, n'apprécie pas beaucoup, semble-t-il, le redéploiement sécuritaire, horizontalement et verticalement, en cours. Cette démarche est surdéterminée par rapport à l'approche politique. Pour éviter ce dernier scénario ou les autres, ce groupe considère que la professionnalisation des forces sécuritaires, l'ouverture démocratique et la liberté de presse sont les véritables nouveaux défis pour les pays émergents.

La démocratisation ne peut être l'œuvre de « l'homme-providence » qui agit par oukase. C'est une construction longue et complexe.

Rachid Tlemçani
Professeur, Relations internationales & sécurité
Responsable, groupe de recherche, Elections et Démocratie en Algérie